

*Initiatives ministérielles*

**M. Bob Mills (Red Deer, Réf.):** Madame la Présidente, là où je veux réellement en venir dans cette délégation des responsabilités du gouvernement fédéral, c'est que ces responsabilités devraient être assumées par le palier qui distribue les services, notamment dans des domaines comme l'aide sociale.

Dans ces domaines, il vaudrait probablement mieux que le palier qui est chargé d'assurer les services soit responsable de ces derniers. De toute évidence, le gouvernement fédéral devrait alors renoncer à quelque chose. En effet, c'est le palier qui assure les services qui recueillerait les fonds. Or, il arrive souvent que le gouvernement fédéral hésite à prendre une telle mesure, car il préfère lui déléguer des responsabilités et garder l'argent pour lui. De toute évidence, cela ne fonctionne pas.

Ce palier pourrait se sentir partie prenante si on supprimait des niveaux d'administration, comme il en existe souvent. À Ottawa, les administrateurs pensent avoir la bonne solution, puis la transmettent aux provinces, qui lui donnent leur propre coloration politique. Elle est ensuite transmise aux municipalités, qui se chargent d'assurer les services.

Une fois franchies toutes ces étapes administratives, les services ne sont plus efficaces et ne sont pas assurés convenablement à la population. C'est là où je veux en venir. Je peux comprendre le point de vue du député. Certes, certains gouvernements provinciaux sont moins souhaitables que d'autres, et cela pourrait soulever des préoccupations, mais j'estime que nous devons faire confiance à la population pour qu'elle les remplace si tel est le cas.

Dans la prestation des services, je fais davantage confiance aux dirigeants municipaux qu'à des fonctionnaires d'Ottawa.

**M. Dennis J. Mills (secrétaire parlementaire du ministre de l'Industrie, Lib.):** Madame la Présidente, il fait bon de vous avoir parmi nous à nouveau. Nous ne vous avons pas vue depuis un certain temps.

Je voudrais commencer par vous lire un passage de la conclusion du document de travail du ministre du Développement des ressources humaines. C'est du chapitre intitulé «Que peut-on atteindre par cette réforme?» dont il est question.

Le présent document vise à stimuler l'intérêt des Canadiens et des Canadiennes et à les inciter à participer, au cours des prochains mois, aux débats sur la question de savoir comment nous pouvons, ensemble, réformer l'une de nos grandes institutions nationales, le système de sécurité sociale.

Ce système, un ensemble de programmes et de services, est le reflet de ce que nous avons de meilleur en nous, de notre compassion envers les membres moins favorisés de notre société, d'un engagement destiné à offrir des chances égales à tous et de notre foi en la dignité du travail.

Les temps changent, toutefois, et nos institutions doivent aussi évoluer. Tous les gouvernements provinciaux, sans exception, ont reconnu cette réalité. Bon nombre ont déjà diffusé leurs propres documents de travail énonçant des priorités de réforme. Ce document est la contribution du gouvernement fédéral à ce processus.

• (1535)

Je voudrais féliciter le ministre du Développement des ressources humaines de proposer une réforme aussi complète de notre système de sécurité sociale. Je crois, en toute franchise, que très peu de députés autres que M. Axworthy pourraient, en fait, relever ce défi. Si j'affirme cela, c'est tout d'abord parce que je pense que la plupart des députés et des Canadiens qui connaissent le ministre comprennent que ses antécédents au service de la population ces 25 dernières années ont montré non seulement qu'il était un fervent nationaliste canadien, mais également une personne toujours prête à aider les plus défavorisés de notre société.

Je me rappelle que, sous le gouvernement précédent, lorsque nous siégeons dans l'opposition, chaque fois que le ministre intervenait, cela rendait fous les conservateurs, car beaucoup percevaient sa vision des choses, sa sensibilité aux besoins des gens, comme une position radicale de gauche. Je n'ai jamais vu les choses de cette façon, mais il est très important que quelqu'un qui s'est rallié la confiance de la collectivité en se préoccupant du sort des plus démunis soit responsable de ce projet de réforme, car il est question d'un examen très complet de tout notre système de sécurité sociale.

Il s'agit de se pencher sur des programmes représentant près de 39 milliards de dollars de deniers publics. Il est question d'examiner le Régime d'assistance publique du Canada, 8,2 milliards de dollars; le Programme canadien de prêts aux étudiants, 0,5 milliard de dollars; le financement des programmes établis d'éducation postsecondaire, 6,1 milliards de dollars; l'administration de l'assurance-chômage, 1,2 milliard de dollars; les prestations parentales, de maternité, d'adoption et de maladie, 1,7 milliard de dollars; les prestations ordinaires d'assurance-chômage, 12,4 milliards de dollars; les programmes d'emploi pour fins de formation, 1,9 milliard de dollars; les programmes de création d'emplois du Fonds consolidé du revenu, 1,4 milliard de dollars; enfin, les programmes de réadaptation professionnelle des personnes handicapées, 0,2 milliard de dollars. La facture totale s'élève à 38,7 milliards de dollars.

Il va de soi que je ne peux pas, dans un si court laps de temps, traiter de tous les éléments de cette réforme. Je voudrais donc limiter mes observations à un aspect très particulier du débat: la pauvreté chez les femmes.

Toutes les statistiques sur la pauvreté chez les enfants et les femmes ont été étalées au grand jour ces derniers mois à la Chambre. Selon moi, c'est à tous ceux et toutes celles d'entre nous qui prennent part à cet exercice innovateur qu'est la réforme de veiller à ce que des mesures soient proposées à l'issue de ce débat, à ce que nous ayons le programme le plus enviable au monde en vue de pouvoir aider les femmes qui se trouvent au bas de l'échelle des revenus.

Il ne faut pas rater cette occasion. Je parle ainsi parce que j'estime que les femmes douées d'esprit d'initiative et du sens des affaires constituent un des grands facteurs négligés de la revitalisation de notre économie et que nous pourrions ainsi leur redonner leur dignité, à elles-mêmes d'abord, mais également à leurs familles, et surtout à leurs enfants.

J'aimerais attirer l'attention de mes collègues sur ce qui se passe actuellement aux États-Unis. Les entreprises américaines